

## Edward Heath, Mémoires d'une vie

**Légende:** Le départ du général de Gaulle de la présidence de la République française ouvre la voie à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne. Dans ses Mémoires, Edward Heath, Premier ministre britannique de 1970 à 1974, se souvient de ses voyages en France au début des années 1970 pour convaincre le Président Pompidou de la nécessité de l'adhésion de son pays au Marché commun européen.

**Source:** HEATH, Edward. *The Course of My Life, My Autobiography*. London: Hodder and Stoughton, 1998. 767 p. ISBN 0 340 708 522. p. 364-365; 370-372.

**Copyright:** (c) Traduction Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/edward\\_heath\\_memoires\\_d\\_une\\_vie-fr-4f91771e-82c9-4a3a-aa95-a77144d7e927.html](http://www.cvce.eu/obj/edward_heath_memoires_d_une_vie-fr-4f91771e-82c9-4a3a-aa95-a77144d7e927.html)

**Date de dernière mise à jour:** 13/09/2013

[ &amp; ]

Notre position était donc pratiquement la même qu'en 1961-1963 et 1967. Nous devions, une fois encore, convaincre un président français que la Grande-Bretagne était suffisamment «européenne» et qu'elle n'exploiterait pas sa position de membre pour désorganiser ou affaiblir la Communauté. On avait déjà évoqué ce point lors de mon dernier voyage à Paris, en mai 1970, lorsque le président Pompidou avait exprimé son inquiétude quant à notre tendance à rester trop étroitement liés aux États-Unis. Il n'était pas certain que le Royaume-Uni fût prêt à défendre les intérêts européens face à de probables attaques économiques et politiques venant de l'extérieur: «Il faut être prêt à faire la guerre pour l'Europe.» Cette responsabilité ne serait jamais facile à instituer, vu la méfiance traditionnelle qui hantait les relations franco-anglaises, le caractère orageux de nos relations au cours des années soixante et l'instabilité de l'opinion publique britannique à ce moment-là.

En 1970-1971, nos négociations étaient on ne peut plus confuses et difficiles, chez nous comme à l'étranger. Il était clair depuis le début qu'il y avait encore des membres du Foreign Office qui voulaient isoler les Français en travaillant avec les cinq autres contre eux. J'avais rejeté cette tactique dès le 9 novembre 1968, lors de mon discours devant le Congrès parlementaire européen, à la Hague: «Nous aurions tort de chercher à isoler la France en créant de nouvelles institutions sans elle. Et même si cela devait être le cas, ce dont je doute, une telle politique ne ferait que reproduire sur un mode différent les erreurs dont nous avons souffert en Grande-Bretagne au cours de ces cinq dernières années. À long terme, une Europe sans la France est aussi dénuée de sens qu'une Europe sans la Grande-Bretagne.» Dans une lettre du 21 avril 1971, Soames décrivait cette situation à Denis Greenhill, sous-secrétaire permanent du Foreign Office: «Les Français ne s'attendent toujours pas à des pressions sérieuses de la part de leurs partenaires. Ils croient qu'en fin de compte, les Allemands seront d'accord avec ce qu'ils auront décidé et que l'on peut acheter les Italiens. Ils traitent les Belges avec condescendance, quant aux Néerlandais, ils les admirent mais n'en tiennent pas compte. Cela se réduit donc à un accord franco-anglais.» Le 1er mai 1971 à la Chambre des communes, Christopher me dit qu'à son avis, le président Pompidou voudrait régler les choses lors de discussions bilatérales avec le Premier ministre britannique. Il pensa que les autres membres de la Communauté ne seraient pas forcément mécontents d'une telle issue. J'étais également certain que le fait de gagner la confiance et le soutien des Six permettrait d'obtenir de meilleures conditions pour les Britanniques et contribuerait à élargir le soutien du public à l'adhésion, car les gens se rendraient vraiment compte des progrès en cours. Il fallait donc le démontrer. Comme les négociations avaient évolué lentement, je chargeai Christopher de s'enquérir si je pouvais rencontrer le président Pompidou avec son secrétaire général, Michel Jobert.

[&]

Par ce vif matin de mai 1971, le garde en faction à l'entrée de l'Élysée se mit au garde-à-vous à notre approche. Le fait que tout doive se dérouler à Paris, ville où j'étais déjà venu, enfant, où j'étais repassé si souvent et où j'avais lancé les premières négociations au Quai d'Orsay dix ans plus tôt, revêtait, pour moi, une importance symbolique. Jobert et le chef du protocole, Jacques Senard, m'accueillirent et m'accompagnèrent au bureau du président, au premier étage. Pompidou m'attendait dans l'escalier pour me recevoir. Nous avons mené nos discussions dans la salle même où je m'étais entretenu avec le général de Gaulle en 1965. Pendant deux jours, nous sommes restés tous les deux, chacun avec son interprète. Michael Palliser, qui parlait parfaitement anglais et français, avait été mis à ma disposition par l'ambassade. Pompidou était assisté par le prince Andronikov, un noble russe naturalisé français, distingué et polyglotte, membre éminent de son corps diplomatique. Le Premier ministre français se joignit à nous juste pour la session de clôture, au cours de laquelle nous nous mîmes d'accord pour le compte-rendu commun.

Il est difficile d'imaginer un cadre plus agréable pour mener des discussions de cet ordre. L'élégance de l'Élysée dicte la sagesse. Le jeudi, avant le repas, nous avons pu flâner dans les merveilleux jardins et, au début, nous avons parlé quelques instants avec les amis et les collaborateurs du président. Lors de la première séance, Pompidou avait souligné qu'il pensait qu'un changement sans précédent dans l'attitude des Britanniques était nécessaire. Si la Grande-Bretagne était vraiment décidée à opérer ce changement, la France nous accueillerait dans la Communauté. Il considérait que son propre pays et la Grande-Bretagne étaient les deux seuls pays européens dotés de ce qu'il appelait une «vocation mondiale», et dit très clairement que, si le prestige et l'autorité de la Grande-Bretagne, aussi bien sur le plan politique qu'intellectuel, venaient s'ajouter aux atouts des Six, la Communauté s'en trouverait très enrichie. Ma tâche était de le convaincre que c'était également ce que nous souhaitions. J'assurai à Pompidou qu'il ne pouvait y avoir de partenariat particulier entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, même si la Grande-Bretagne le voulait, car, de par la taille, elle représentait à peine le quart des États-Unis. En Europe, en revanche, un tel partenariat était possible au sein d'une Communauté appliquant les mêmes règles et travaillant selon des principes communs. Nous imaginions une Europe forte, capable de parler d'une seule voix après ample concertation sur les problèmes du monde la concernant et d'exercer une véritable influence en divers points du globe.

Après de nouvelles discussions, dans l'après-midi, nous nous rendîmes

mes, le Premier ministre français et moi-même, à l'Arc de triomphe, où je déposai une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. Ce jeudi soir, un dîner officiel accueillit un auditoire à la fois soucieux de savoir ce qui s'était passé et rassuré par le caractère chaleureux et amical du moment: les candélabres étincelaient dans la lumière vacillante des bougies disposées sur la longue table et l'orchestre à cordes jouait de la musique anglaise et française. Christopher et Mary Soames étaient les hôtes du déjeuner organisé le vendredi à l'ambassade de Grande-Bretagne, déjeuner auquel se rendirent le président et madame Pompidou, accompagnés de tous les ex-Premiers ministres français en vie et de personnalités célèbres du milieu industriel et artistique. L'ambassade de Grande-Bretagne est l'un des plus beaux édifices de Paris; jadis demeure de Pauline Borghèse, sœur de Napoléon Ier, acheté plus tard par le Duc de Wellington et, à présent, l'un des trésors du service diplomatique britannique.

Avant d'aller au déjeuner, le vendredi, le président Pompidou me prit à part et me dit que nous devrions poursuivre nos entretiens dans l'après-midi afin de les mener à terme. Jacques-Jacques eut de bonne grâce, et nous sommes retournés ensemble à l'Élysée pour trois heures de discussions supplémentaires. La conférence de presse qui avait été convoquée fut donc reportée au soir. Le président Pompidou me dit: «Je suis content de cette initiative, mais je crains que cela ne vous complique la vie. Ce soir vous deviez régater sur la Manche, et maintenant, je comprends vous ne pouvez pas y aller.» «J'ai envoyé un message à l'équipage pour qu'ils participent à la course sans moi», répondis-je. «Cela pourrait vous mettre dans une situation très délicate», dit-il. «Si, ce week-end, ils gagnent la course sans vous, tout le monde dira que vous n'êtes pas vraiment indispensable. Mais, s'ils la perdent, vous descendrez dans le classement du championnat.» Le *Morning Cloud* arriva deuxième, ce qui était certainement le meilleur compromis possible! Dans une lettre datée du 26 mai 1971, Christopher Soames me rappela pourquoi il était aussi bon diplomate: «Oh combien intelligent de sa part que de faire assez bien pour rester dans la course pour l'*Admiral's Cup*, j'imagine, tout en montrant que le *Morning Cloud* a besoin de son skipper!»

Le vendredi soir, nous avons donné une conférence de presse dans la Salle des Fêtes du palais de l'Élysée, une pièce haute de plafond et magnifiquement décorée, qui avait été le témoin de nombreuses et brillantes manifestations de la vie de la France. C'est également là qu'avait eu lieu la conférence de presse de De Gaulle en 1963, lorsqu'il avait stupéfié le monde en annonçant le veto de son pays. Les conversations cessèrent lorsque le président et moi-même avons pris place dans les fauteuils dorés placés sur l'estrade. L'impatience était à son comble, car rien n'avait été divulgué sur le contenu de nos entretiens. À l'expression qui se lisait sur les visages, il était évident que la majorité des journalistes pensait qu'il ne pouvait y avoir qu'une seule explication à la longueur des réunions de l'après-midi et de la soirée: nous n'avons pu parvenir à un accord. Je ne

m étais même pas encore confié à Douglas Hurd ou à Michael Wolf, mes principaux conseillers politiques, et leur mécontentement était manifeste. De toute évidence, ils partageaient eux aussi la peur de l'échec. Ceux qui étaient là n'eurent pas longtemps à attendre pour avoir la réponse. En douze heures d'entretiens, je m'étais arrangé pour convaincre le président Pompidou que le désir de la Grande-Bretagne d'entrer dans la famille européenne était sincère. Le président Pompidou termina sa déclaration en disant :

<par1>Beaucoup de gens ont cru que la Grande-Bretagne n'était et ne voulait pas devenir européenne, ou qu'elle voulait entrer dans la Communauté dans l'unique but de l'anéantir ou de la détourner de ses objectifs. Beaucoup de gens pensaient également que la France était prête à utiliser n'importe quel prétexte pour opposer en fin de compte un nouveau veto à l'entrée de la Grande-Bretagne. Eh bien, mesdames et messieurs, ce soir, vous avez devant vous deux hommes convaincus du contraire.</par>

C'était extraordinaire de voir l'étonnement se peindre sur le visage de la plupart de ceux qui étaient là. Le président et moi-même nous sommes regardés avec délectation; nous étions arrivés à nos fins tout en triomphant des médias. Pour ma part, ce fut un moment excessivement passionnant. Exactement quarante ans après mon premier voyage à Paris, j'avais pu apporter mon concours à l'unité européenne. C'était un moment historique.

[&]